

Librairie du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

BR0 ~~F520~~
50

SOCIALISME

ET

NÉO-MALTHUSIANISME

PAR LE

DOCTEUR OGUSE

—
Prix : 25 centimes
—

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

16, Rue de la Corderie. PARIS (III^e)

190-

SOCIALISME ET NÉO-MALTHUSIANISME

A toutes les époques critiques de son histoire, depuis les temps les plus reculés, l'humanité a vu surgir des bienfaiteurs improvisés qui offraient des remèdes miraculeux pour combattre le mal social ou qui venaient sauver le monde avec de bonnes paroles.

Parmi les différentes théories, invoquées pour expliquer les causes de la misère et pour détruire ses effets, la plus séduisante, mais aussi erronée que peu nouvelle, est assurément le néo-malthusianisme dont les partisans forment une ligue, modestement intitulée *la Ligue de la régénération humaine*. Diminuer le nombre des naissances, en prévenant la conception, réduire les charges de famille, restreindre la concurrence des bras, réaliser la maternité voulue, ne donner le jour qu'à des enfants bien portants, assurés d'une bonne éducation et quelquefois d'une petite rente, que de problèmes résolus, que de satisfactions obtenues, moyennant l'achat de quelques brochures pour une somme très modique ! Foin de la révolution sociale ! foin de tous les meneurs qui avec des considérations très compliquées et malgré toute leur science n'arrivent pas, n'arriveront peut-être jamais à réaliser leurs belles promesses. Voulez-vous être heureux non pas dans un siècle, non pas dans un demi-siècle, non pas dans dix ans, mais tout de suite, eh ! bien ! achetez les ouvrages et les produits spéciaux à la bibliothèque de la Ligue de la régénération humaine. Ainsi, le moyen de supprimer la lutte des classes par l'extinction complète des prolétaires est tout trouvé et point n'est besoin de se fatiguer le cerveau, de contracter une méningite pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, car le jour où l'ouvrier, n'ayant ni charges, ni concurrents, serait à l'abri de la misère, il imposerait à la société ses conditions et deviendrait le véritable maître

du monde. Cette hérésie sociale, malgré son erreur évidente et sa confusion manifeste, réussit à captiver des esprits même pondérés.

Mais avant d'aborder le sujet qui nous occupe spécialement, il est nécessaire, croyons-nous, d'établir les lois générales suivant lesquelles s'accroît la population de chaque pays pour une époque déterminée, car il est évident que les forces génésiques ou procréatrices ne sont pas du tout aveuglément abandonnées au hasard ou à une fatalité immuable pas plus qu'au libre arbitre. « Bien que quelques espèces soient actuellement en voie de s'accroître rapidement, dit Darwin (*De l'origine des espèces*, pp. 94, 95), il n'en saurait être de même pour la généralité, car le monde ne les contiendrait pas. Cependant c'est une règle sans exception, que chaque être organisé s'accroisse selon une progression si rapide que la terre serait bientôt couverte, par la postérité d'un seul couple, si des causes de destruction n'intervenaient pas. Même l'espèce humaine dont la reproduction est si lente PEUT doubler en nombre dans l'espace de 25 ans et d'après cette progression, il suffirait de quelque mille ans pour qu'il ne restât plus la moindre place pour sa multiplication ultérieure. Linné a calculé que, si une plante annuelle produit seulement deux graines, et que celles-ci venant à germer et à croître, en produisent chacune deux autres l'année suivante et ainsi de suite, en 20 années l'espèce posséderait un million d'individus. On sait que l'éléphant est le plus lent à se reproduire de tous les animaux connus et j'ai essayé d'évaluer au minimum la progression probable de son accroissement. C'est rester au-dessous de la vérité que d'assurer qu'il se reproduit dès l'âge de 30 ans et continue jusqu'à 90 ans après avoir donné trois couples de petits dans cet intervalle. Or, d'après cette supposition, au bout de 500 ans il y aurait 15 millions d'éléphants descendus d'une première paire ». L'élevage des autruches étant fort lucratif au Cap de Bonne-Espérance, on en comptait 80 en 1865 ; 32.247 en 1875 et 152.415 en 1888.

La surface habitable de la terre est de 131 millions de kilomètres carrés (Filippo Virgili, *Giornale degli Economisti*, Roma, décembre 1892, p. 589). Un recensement de l'empire chinois fait en 922 donne 45 millions d'habitants ; si la population doublait normalement tous les 25 ans, il y aurait eu un Chinois par mètre carré sur toute la terre au bout de trois siècles. Il faut en conclure qu'il y a des facteurs qui interviennent pour maintenir l'accroissement de la population dans certaines limites. Etudions

donc ces facteurs et voyons comment ils agissent. Déjà Susmilch, le mystique, au milieu du XVIII^e siècle (*La population française*, par Levasseur) constatait une certaine régularité dans le degré d'accroissement de la population, et de nos jours l'influence des facteurs économiques a frappé tous les démographes sans distinction. Au commencement de ce siècle (XIX^e), dit Marshall (*Principes of Economics*, t. I, p. 243-245), quand les salaires étaient bas et le blé était cher, les travailleurs dépensaient généralement en pain plus de la moitié de leurs revenus ; et par conséquent une augmentation du prix du blé faisait diminuer le nombre des mariages dans cette classe. Avec le temps, quand le prix du blé tomba et que les salaires augmentèrent, la classe des travailleurs en arriva à dépenser, en moyenne, moins d'un quart de son revenu en pain et par conséquent les variations de la prospérité commerciale exercèrent une influence prépondérante sur le nombre des mariages ». En 1842, par exemple, le prix du blé était de 57 sh. 2 p. le quarter, il y avait 14,7 personnes mariées, 32,1 naissances, 21,7 morts par 1.000 vivants ; en 1859, le prix du blé était de 43,8 par quarter et il y avait 17 personnes mariées, 35 naissances, 22,4 morts par 1.000 vivants. Une table extraite du *Annual Report of the Registrar General* montre le parallélisme entre la courbe des mariages et celle des exportations, le maximum du nombre des naissances n'a lieu que quelques années après le maximum du nombre des mariages, comme cela est naturel. Quetelet (*Sur l'homme et le développement de ses facultés*, t. I, p. 94, 1835) avait constaté l'influence des années d'abondance et de famine sur le mouvement de la population de l'ancien royaume des Pays-Bas. Le Dr Bela Weisz (*Die Ehe-Frequenz in ihrer Abhängigkeit von den Getreidepreisen*. — *Statistischen Monatschrift XI Heft*) conclut à l'influence incontestable, plus grande naturellement dans les campagnes que dans les villes, du prix du blé sur la nuptialité en Angleterre, en Belgique, en France, en Finlande, en Suède, en Prusse, en Autriche. Après la rupture du traité de commerce avec la France, après les armements excessifs, l'Italie a vu baisser d'une façon sensible le nombre des mariages et des naissances.

Si l'on classe, dit Goldstein (*La Question de la dépopulation en France, Mouvement socialiste*, juin 1900) en exceptant le département de la Seine, les 86 autres départements de la France, suivant la consommation par tête du charbon, on obtient 5 groupes. Les dix départements qui consomment le plus de charbon, en d'autres termes qui ont la grande industrie, la plus développée, ont accusé également la plus forte natalité et cette natalité dimi-

nue régulièrement avec la consommation du charbon jusqu'au 4^e groupe. Ce qui prouve que le phénomène n'a rien de fortuit, c'est que dans les départements du premier groupe, à l'exception d'un seul, la natalité est supérieure à la natalité moyenne de la France entière. Il y avait en effet dans ces départements 99,8 à 135,8 naissances pour 1.000 femmes tandis que la moyenne pour toute la France donnait 98,8. Pour bien mettre en évidence ce que le phénomène a de régulier, ces groupes ont été formés de manière à ce que chacun renfermât autant que possible le même nombre de femmes de 15 à 45 ans.

Années 1890-1891 (pour 1.000 femmes de 15 à 45 ans)

1 ^{er} groupe	10 départements	112,7 naissances
2 ^e groupe	17 départements	95,7 naissances
3 ^e groupe	19 départements	92,3 naissances
4 ^e groupe	20 départements	92,2 naissances
5 ^e groupe	20 départements	108,4 naissances
Seine		86,5
France		98,8

On voit, d'après ce tableau, que le parallélisme entre le taux de la natalité et celui de la consommation de charbon ne se maintient pas jusqu'au bout, que dans le 5^e groupe, qui use le moins de charbon, qui est le moins prospère, le nombre des naissances s'élève tout à coup et se rapproche sensiblement de celui du premier groupe, le plus prospère. Il faut expliquer cette contradiction apparente. Tous les êtres organisés, depuis la plante la plus humble jusqu'à l'animal le plus complet, sont soumis à des conditions communes, à des nécessités générales d'existence ; celles-ci sont connues sous le nom des lois biologiques, parce qu'elles font l'objet d'une science particulière, la biologie. Or, tandis que tous les autres êtres animés vivent directement dans les conditions immédiates du milieu où ils se trouvent et en subissent directement les conséquences, l'homme a superposé au milieu ambiant un milieu créé par lui-même, un milieu de production par l'outil, un milieu social particulier, de sorte que les lois biologiques se sont modifiées et transformées pour l'espèce humaine suivant l'intensité, suivant le développement de la vie et de la production en commun, en lois sociologiques. La société humaine n'est pas partout identique. Dans les pays naturellement pauvres, à sol infertile, à climat ingrat, la vie sociale des populations est peu intense et subit plus directement l'influence des lois biologiques. Or, Toussenel a établi que la fécondité des espèces est proportionnelle aux chances de destruction qui menacent ces espèces. On ne peut pas démontrer

que la fécondité, l'aptitude à la procréation est réellement plus grande qu'ailleurs chez les femmes des populations menacées par les excès du climat et la pauvreté naturelle du sol, mais la procréation, la natalité elle-même, y est généralement élevée, comme cela résulte des chiffres donnés par M. Goldstein. Ainsi dans les pays où l'industrie, le commerce et l'agriculture sont peu développés, où l'on use le moins de charbon, le taux de la natalité s'élève ; car là, l'espèce humaine est amenée à se préserver contre les chances de destruction provenant de la pauvreté du milieu naturel.

Certaines races opprimées et persécutées résistent à l'extermination complète en élevant consciemment la grande natalité à la hauteur d'une vertu. Ainsi la loi de Toussenel expliquerait la natalité élevée de certains pays et de certaines races ; bien plus encore, elle expliquerait pourquoi les couches pauvres de la société, toutes choses égales d'ailleurs, accusent une natalité plus forte, que les couches aisées. A. Smith (*Richesse des nations*, livre 1, chap. VIII) constate que la demande d'hommes règle nécessairement la production des hommes, comme fait la demande à l'égard de toute autre marchandise ; « elle hâte la production, quand celle-ci marche trop lentement et l'arrête, quand elle va trop vite ». Ainsi, dans les pays prospères, à vie et production sociales intenses, c'est la demande de bras qui règle la procréation. Quand on réfléchit bien, on voit que dans les pays où l'industrie, l'agriculture et le commerce sont florissants, la classe ouvrière, sollicitée de fournir les bras, accuse une natalité d'autant plus élevée que la demande de bras est plus grande, que les chances de destruction qui menacent les producteurs par surmenage et par accident de travail sont, en dernière analyse, plus considérables. Il y a donc une analogie complète entre la loi biologique de Toussenel et la loi sociologique d'A. Smith. Il ne me déplait pas de constater qu'aux deux extrémités de la société humaine, riche par l'intervention du machinisme et pauvre par la pauvreté du sol, le même niveau de la natalité semble accuser une destruction égale des vies humaines. Ainsi, la nature elle-même semble indiquer que la civilisation capitaliste n'a réalisé aucun progrès, puisqu'elle est aussi incapable d'épargner les existences que la société qui vit en dehors des acquisitions, des inventions et des découvertes modernes : et où serait donc le progrès si ce n'est dans la conservation et dans la protection de la vie ? Quoi qu'il en soit, la natalité, on le voit, n'est pas du tout l'effet d'un hasard aveugle ou d'un plan préconçu par un esprit

humain ou surhumain ; elle est soumise, en dernière instance, aux nécessités économiques.

Dans une excellente brochure, *Y a-t-il des périodes pour les mariages et les naissances, comme pour les crises commerciales*, M. Juglar démontre, chiffres en mains, la corrélation étroite qui existe entre celles-ci et le taux de la natalité. Il constate 937.000 naissances en Angleterre pour 1859, 931.000 en 1866 ; après le krach, la faillite Baring qui a entraîné beaucoup de ruines, on voit les naissances tomber à 760.000 en 1895, à 789.000 en 1896, à 751.000 en 1900. En France, les décès dépassaient les naissances de 38.000 en 1890, de 10.000 en 1891, de 20.000 en 1892 et de 18.000 en 1893 (Goldstein, « La question de la dépopulation en France », *Mouvement socialiste*, juin 1900) et ici c'est après la crise de Panama, que s'est produit ce phénomène vraiment frappant. Que cela soit par le retard des mariages ou par la limitation du nombre des enfants pour chaque mariage qu'on arrive à ce résultat, peu importe : l'effet reste le même. Il est tout aussi facile d'établir que la diminution dans la densité de la population d'un pays s'obtient aussi, pendant les crises commerciales, soit par l'émigration, soit par l'élévation de la mortalité. Donc, on peut conclure que les crises commerciales entraînent, en général, une diminution de l'accroissement de la population et agissent, comme les épidémies, les catastrophes et les guerres, d'une façon accidentelle.

On connaît l'explication, parfaitement justifiée, que donne la doctrine socialiste aux crises périodiques, constatées dans le commerce. La surproduction fébrile, qui caractérise la société capitaliste moderne, tient peu compte des besoins de la consommation. La marchandise, sans cesse accumulée dans un but de spéculation reste sans débouchés : l'accumulation atteint à un moment donné un maximum d'intensité si bien que les détenteurs des produits ne peuvent plus les écouler et se trouvent dans l'impossibilité de réaliser par les ventes les frais engagés dans l'entreprise ; d'où leur ruine inévitable et la crise commerciale. On doit donc convenir que l'accroissement de la population dépend surtout de la façon dont les subsistances sont produites, emmagasinées et réparties. Dans une société, basée sur le salariat et sur la spéculation, tant que l'accumulation de la marchandise se maintient dans les limites compatibles avec la demande, la population aussi s'accroît normalement, car les exploités sont en état de fournir aux travailleurs leur salaire ; mais survient un moment où le fabricant qui

a trop de marchandises est obligé de ralentir ou d'arrêter sa production ; il ferme son usine, congédie ses employés qui subissent un chômage forcé et ne peuvent plus nourrir leur famille. Alors, soit que la misère décime celle-ci, soit que l'ouvrier sans travail n'accepte plus de charges nouvelles, soit qu'il émigre, la population dans sa totalité s'accroît plus lentement ou même décroît. Le même phénomène se produit lors de l'invention de nouvelles machines qui remplacent les ouvriers, mis à la porte ; de sorte qu'à un moment où les produits abondent sur place, par manque de débouchés ou par l'invention de nouvelles machines qui accélèrent la production, la population tend à diminuer, parce que la demande de bras aussi diminue. Ainsi, l'excès d'abondance produit dans la forme capitaliste de la propriété les mêmes phénomènes que produirait une épidémie, le choléra, par exemple. Mais, en tout cas, la demande de bras règle la question d'une façon définitive. Ainsi, d'après l'*Annuaire du bureau des longitudes*, 1894, la densité de la population européenne se répartit ainsi : Europe occidentale, 97 ; méridionale, 50 ; centrale, 79 ; orientale, 18 ; septentrionale, 9 ; moyenne, 36. La natalité, la mortalité et l'émigration arrivent ainsi à régler la densité de la population suivant la richesse, suivant les conditions économiques qui subordonnent toute la question.

Si pourtant la thèse des néo-malthusiens trouve quelque créance, c'est que notre organisme social est vraiment bien malade. D'ailleurs, c'est par erreur que la « Ligue de la régénération humaine » se couvre du nom de Malthus, qui en aurait été très probablement indigné. Malthus était pasteur de profession : c'est en 1798 qu'il publia son œuvre capitale, *l'Essai sur le principe de la population*. Pour caractériser la personnalité de l'auteur et pour montrer dans quel esprit ce livre a été conçu par le chrétien clérical qu'était Malthus, il faut avant tout citer quelques passages, déjà remarqués par tous ceux qui ont pris à tâche de réfuter sa théorie. « Un homme, dit-il, qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture et, en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert vacant pour lui. Elle lui commande de s'en aller, et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet ». Cette

phrase se trouve seulement dans la première édition. Pour prouver que la population et les subsistances ne peuvent pas croître dans le même rapport, il observe que « la population du territoire le plus vaste et le plus fertile se serait arrêtée tout aussi bien à 500 hommes qu'à 5.000 ; qu'ainsi ce rapport ne pouvait donc répondre au but du créateur ». Les socialistes, contre lesquels a été dirigé le livre, sont naturellement traités « de démagogues » qui causent des maux innombrables... il faut les combattre par « un système d'éducation paroissiale ». « Si la coutume, dit-il, de se marier tard pouvait enfin prévaloir, et si la violation des lois de chasteté était envisagée comme également déshonorante pour les deux sexes, il pourrait se former entre eux sans danger des relations d'amitié plus intimes. Un ami et une amie, quoique jeunes, pourraient s'entretenir familièrement dans le sein de la confiance ». Il voulait « que l'on engageât le peuple à supporter avec patience des maux inévitables », entraînés par la surpopulation. Il y a aussi dans son livre des dissertations sur l'amour, sur la beauté, etc.

Ceci dit, voyons quelle est la théorie de Malthus en ce qui concerne la population et les subsistances. La population a une tendance à croître dans une progression géométrique, 1, 2, 4, 8, 16 etc... et est limitée par les subsistances qui croissent en progression arithmétique : 1, 2, 3, 4, 5. La population double dans l'espace de 25 ans. Comme, au bout d'un certain temps il se produit un déséquilibre fondamental entre le nombre des vivants et la quantité de subsistances qui leur sont nécessaires les individus en trop se trouvent dans la misère et disparaissent. L'équilibre se rétablit par l'intervention des obstacles, les uns répressifs, l'augmentation de la mortalité, les autres préventifs qui réduisent le nombre des naissances. Pour éviter la misère et les souffrances qu'entraîne la surpopulation, Malthus préconise et conseille « le moral restraint », c'est-à-dire, que les gens, incapables ou de procréer des sujets sains ou d'élever sainement et utilement leurs enfants, s'abstiennent du mariage et que les autres se marient tard. Comme en dehors du mariage il n'admettait que la chasteté, ces mesures préventives conjuraient les dangers de la surpopulation et évitaient les tristesses des obstacles répressifs (mortalité élevée, épidémies, guerres). De son vivant, violemment attaqué pour ses théories, il s'est toujours énergiquement défendu d'avoir prêché la limitation du nombre des naissances dans le mariage. D'ailleurs, pour suivre sa théorie, il se maria lui-même à 38 ans et eut trois enfants. La doc-

trine de Malthus n'est pas, en somme, nouvelle ; déjà Platon souhaitait certaines conditions d'âge très restrictives pour l'union des sexes ; il voulait que dans son Etat idéal on laissât 5.040 habitations toujours libres (*L'Etat*, V, 8). Aristote entendait proportionner le nombre des enfants à la propriété. La Bible (*Génèse*, 38) cite le cas d'Onan qui appelé par la loi du lévirat à épouser la veuve de son frère et à donner une postérité à ce dernier, « versait par terre, quand il allait voir sa belle-sœur car il savait que les enfants ne seront pas à lui ». Ainsi, déjà plusieurs siècles avant notre ère, l'humanité connaissait et pratiquait le néo-malthusianisme. A la Renaissance, l'italien Giovanni Botero (1540-1617) « Della causa della grandiza il magnificeza della cita » oppose la « virtus nutritiva » (les subsistances) à la « virtus generativa » (les forces génésiques). Parmi tous ceux, et ils sont nombreux, qui ont traité la question au même point de vue que Malthus avant lui et qui sont arrivés aux mêmes conclusions générales, nous ne citerons que le français Herbert (1700-1758) et son « Essai sur la police générale des grains » et l'allemand Justus Moser (1720-1794). Ce dernier dit, en parlant de la misère en Chine : « Malheureusement les habitants de Pékin ignoraient l'art des Italiens de s'adonner à l'amour sans augmenter les naissances ». Comme l'on voit, cet art est très ancien. Malthus n'était donc pas un novateur ; si cependant sa théorie eut plus de retentissement que celles de ses prédécesseurs, c'est qu'elle allait servir à détourner de son but principal : « la lutte contre l'exploitation du travail d'autrui », le prolétariat dont la conscience de classe commençait à s'éveiller. C'était un petit narcotique à côté de tant d'autres.

Déjà, en 1822, douze ans avant la mort de Malthus, un auteur anglais, Francis Palace, reconnut l'insuffisance du « moral restraint » et un de ses adeptes, Robert Dale Owen, fils du naturaliste, Richard Owen, écrivit un livre, *Moral physiology*, où sont étudiés les moyens d'éviter les grandes familles. Enfin le 17 juillet 1877 se réunit à Londres pour la première fois sous la présidence de Charles Drysdale une ligue malthusienne qui adopta toutes les conquêtes scientifiques pour prévenir la conception après l'acte sexuel. L'ère du libre amour, de la libre maternité, des enfants voulus est, enfin, arrivée. Il était pourtant trop audacieux d'appeler cela « du malthusianisme », alors on ajouta à ce mot la particule « néo » ; ainsi naquit le « néo-malthusianisme ». La nouvelle théorie est donc un mélange des idées de Malthus sur le rapport entre les subsistances et la population

et des données pratiques sur la satisfaction inféconde du besoin génésique.

Il nous faut donc voir d'abord, si les craintes exprimées par Malthus en ce qui concerne le manque de vivres sont justifiées, si réellement la population s'accroît plus rapidement que ses moyens d'existence ? Il faut observer qu'il s'agit seulement d'une tendance et non d'une réalité. Quand on dit, par exemple, qu'un corps a la tendance de conserver son attitude, son mouvement ou son immobilité, cela ne veut pas du tout dire qu'il la conserve réellement ; quand on lance une pierre en l'air, celle-ci, sous l'impulsion du mouvement qu'on lui a imprimé, a une tendance à continuer son trajet, mais elle retombe immobile par suite de la pesanteur et du frottement. La proposition de Malthus en ce qui concerne la tendance de l'accroissement de la population ne peut être vérifiée, mais n'est pas prouvée pour cela ; ce qui est certain, c'est que la population est loin de doubler en 25 ans. Celle de l'Angleterre, par exemple, était de 15.914.000 en 1841 et de 29.001.000 en 1891, elle a donc à peine doublé en 50 ans. La population française était de 26.900.000 en 1801 et de 38.300.000 en 1891, elle n'a pas doublé dans l'espace presque d'un siècle. J. Liagre (*Théorie des probabilités*) a fait voir que les coefficients d'accroissement pour la Belgique allaient en diminuant. Est-il vrai que les subsistances croissent dans une progression arithmétique ? Ceci est évidemment impossible à vérifier, mais ce qui est certain, c'est que d'après une règle générale qu'aucun naturaliste ne saurait méconnaître, la fécondité est d'autant plus forte qu'on descend plus bas dans l'échelle des êtres organisés, la fécondité des espèces est proportionnelle aux chances de destruction qui menacent ces espèces, disait fort justement Toussenet. Les bactéries, par exemple, ces infiniment petits, sont des champignons qui se reproduisent dans l'espace de 12 à 24 heures avec une intensité infinie ; les mammifères supérieurs se reproduisent presque tous dans les mêmes proportions que l'homme. Pourquoi donc admettre pour l'homme une tendance à l'accroissement dans une progression géométrique et pour les autres êtres organisés l'accroissement dans une progression arithmétique, puisque la plupart d'entre eux se reproduisent beaucoup plus rapidement que l'espèce humaine et le reste aussi rapidement. De plus, on ne saurait oublier la circulation de la matière : si les herbivores pour se nourrir détruisent beaucoup de végétaux, ils restituent à la terre sous forme de fumier fertilisant une nouvelle force de fécondité. Si l'homme

est un carnivore qui détruit beaucoup d'animaux, sa force musculaire et cérébrale s'en accroît et il produit plus et mieux. Ainsi, des deux propositions de Malthus, la première qui concerne la tendance de l'espèce humaine sous l'empire exclusif des forces génésiques à l'accroissement dans la progression géométrique et à doubler tous les vingt-cinq ans, la seconde qui concerne l'accroissement des subsistances dans une progression arithmétique ne sont ni démontrées, ni démontrables et se contredisent par-dessus le marché.

Laissons de côté ces formules qu'on est toujours tenté d'appliquer arbitrairement en biologie et en sociologie et voyons si, d'une façon générale, on peut admettre que les subsistances sont insuffisantes pour nourrir les êtres humains, trop nombreux déjà, selon les affirmations de Malthus et des néo-malthusiens. Si cela était exact, nous devrions subir la famine permanente et universelle qui ruinerait le riche et tuerait le pauvre. Les chiffres de « l'impôt » font voir que la richesse moyenne par tête d'habitant s'est considérablement accrue en Angleterre jusqu'en 1874 et depuis 1874 elle est restée à peu près constante. Selon Levasseur, en France, le salaire des maçons à Paris a plus que triplé, il était de 2 fr. 25 par jour en 1789 et de 7 fr. 50 c. en 1890, tandis que le prix du blé variait de 15 à 31 francs l'hectolitre. En Belgique, un ouvrier des mines de houille mettait 17,9 journées de travail en 1810 pour acheter un hectolitre de froment et en 1887 il mettait 7,1 journées. Suivant M. Giffen, le salaire moyen des ouvriers anglais a au moins doublé de 1835 à 1888. Si les subsistances faisaient défaut, les exploiters, ruinés eux-mêmes, n'auraient jamais songé à élever le salaire de leurs ouvriers, qui, acculés par la misère, baisseraient le prix de la main-d'œuvre. Si les exploiters augmentent le salaire des ouvriers, malgré l'incohérence et le peu de cohésion du prolétariat, c'est justement pour trouver à leurs produits en trop des consommateurs. Grâce aux moyens de transport, grâce à tous les progrès scientifiques modernes, la famine, bien fréquente au moyen-âge, est presque inconnue de nos jours et si elle est encore endémique en Russie, c'est à cause de l'ignorance et de la misère du paysan russe. Les subsistances sont insuffisantes, mais les magasins et les dépôts regorgent de produits ; combien y a-t-il de vêtements, de chaussures, de chapeaux qui restent sans être utilisés ? Si les socialistes expliquent avec preuves à l'appui les crises commerciales qui surviennent avec une régularité frappante par la surproduction, par l'abon-

dance trop considérable des produits, ils ont pour eux les faits et la logique. Les néo-malthusiens, au contraire, trouvent que les produits sont insuffisamment nombreux pour entretenir la population du monde ; comment alors ne sommes-nous pas, comme cela arriverait, s'ils avaient raison, à l'état de crise permanente ?

Sous l'empire de la nécessité, quand les vivres manquent, les humains n'hésitent pas à mettre à mort les improductifs. Aux îles Sandwich, à Taïti (Cook, *Polynésien*, t. I, p. 334-340) on tue les enfants. Darwin dit qu'en temps de disette, les Fuégiens n'hésitent pas à manger les vieilles femmes de préférence aux chiens qui leur servent à prendre les loutres. Les indigènes américains (Robertson, *Hist. of. Am.*, t. IV) mettent à mort leurs parents. L'histoire a conservé le souvenir des sièges pendant lesquels les assiégés ont fait un retour vers le cannibalisme. Si nous ne mangeons pas, si nous ne sacrifions pas les improductifs impotents, c'est que la production est amplement suffisante pour nourrir tout le monde : Et n'invoquons pas la pitié des peuples civilisés, à une époque où l'assassinat, le meurtre, le vol, le viol, l'incendie et le pillage sont l'objet d'une science et d'un art qui ont toute la sollicitude des gouvernants. Si l'on nourrit les infirmes et les vieillards, ce n'est pas par pitié, mais parce que l'Etat moderne a les moyens nécessaires pour les entretenir. Et n'arrive-t-on pas à augmenter chaque jour non seulement la production et la fertilité du sol, grâce à l'invention de nouvelles machines, mais l'étendue elle-même du sol fertilisable. Une grande société a acquis (M. de Kératry, *Rev. des Deux-Mondes*, p. 771, juillet 1890), récemment de l'Etat de Floride 400.000 hectares de terrain marécageux qu'elle a assaini par un intelligent drainage et où ses premiers essais dans la culture du tabac, comme du sucre et des légumes, ont donné d'excellents résultats. Le terrain a coûté un million et le drainage cinq millions de francs. L'acre payé 1 fr. 20 a acquis une valeur de cinq à quarante dollars ; au total il vaut de 125 millions à un milliard de francs. Les envahissements de la mer, dit Schrader, avaient enlevé à partir du XIII^e siècle 6.050 kilomètres du sol néerlandais ; 350.000 hectares valant plus de 400 millions de francs ont été regagnés depuis le commencement du XVI^e siècle ; le lac de Haarlem d'une surface de 180 kilomètres carrés et d'une profondeur de quatre mètres a été asséché. Le Zuydersée le sera, à son tour, et ce travail projeté depuis longtemps rendra à la culture 196.670 hectares de terrain. On cal-

cule que la surface de la Hollande s'accroît ainsi en moyenne de 3 hectares par jour. « Tôt ou tard, dit Elisée Reclus, grâce à l'accroissement des populations humaines, aux progrès de leur industrie, à l'association de leurs forces, les bords marécageux des Amazones, les lagunes du Paraguay, les terres noyées du Tchad, les Sounderbunds du Gange et du Brahmapoutra deviendront des campagnes salubres ». Sous tous les climats à la fois se produit cette œuvre d'aménagement de la terre. En Norvège où la superficie des campagnes arabes était en 1886 seulement de 2.800 kilomètres carrés, les agriculteurs font chaque année sur les marais et les fjords la conquête de plus de 10.000 hectares ». D'après le *Statisman Yearbook* de 1886 le 1/5 de l'Angleterre, un espace représentant 4 fois la Belgique, reste inculte. On pourrait multiplier les citations et les exemples : il en résulte clairement que des flancs de la terre on peut, sans cesse, tirer d'immenses richesses incalculables, pendant que les malthusiens prétendent manquer de subsistances.

N'importe quel annuaire nous apprend que les contributions étaient en France de 21.280.972 fr. 10 en 1808 et de 142 millions 129.950 fr. 70 en 1896. La population française n'a pas doublé et elle est arrivée à payer sept fois plus de contributions ; on dira que l'impôt est plus lourd de nos jours qu'il y a un siècle, mais il est plus lourd parce que la fortune est plus grande : il y avait en 1869 271.000 livrets et 52 millions de francs à la caisse d'épargne ; 652.892 livrets pour la somme de 148 millions de francs en 1897 ; le nombre des livrets a plus que doublé, la somme déposée a presque triplé dans l'espace de 30 ans. Aux gens qui réfléchissent sans parti pris ces exemples et ces arguments suffiront. Ainsi, la richesse et la prospérité sont en augmentation constante un peu partout et l'affirmation que les subsistances sont insuffisantes pour l'espèce humaine est contredite par des arguments irréfutables. Les prétentions scientifiques de Malthus et de ses adeptes n'ont aucune base sérieuse et sont de nature à donner le change à quelques prolétaires crédules, à quelques économistes de mauvaise foi.

N'oublions pas que Malthus, lorsqu'il prêchait aux pauvres le « moral restraint », admettait la parfaite légitimité du salariat et du capitalisme ; comme les riches ne pouvaient rien pour les pauvres, c'était à ces derniers de diminuer leur misère en disparaissant du monde par un moyen simple et sûr. Malthus considérait comme criminel quiconque disait que les richesses accumulées par le travail devaient avant tout profiter

à ceux qui les avaient créées ; c'est justement pour défendre le régime capitaliste contre le socialisme naissant que Malthus, à une époque où les machines n'existaient pas encore pour centupler la production, cherchait à attribuer la misère du peuple à l'insuffisance des vivres. Il ne s'apercevait pas qu'il fournissait ainsi une arme contre la forme capitaliste de la propriété dont il défendait le principe ; du moment que la misère sociale est due à la surpopulation, la société actuelle par le seul jeu de ses institutions est incapable de remédier au mal et ne vaut pas plus que les autres. Les théoriciens du néo-malthusianisme qui ont suivi les préceptes du maître sous ce rapport, et qui ne peuvent pas ignorer la rapidité de la production moderne sont en contradiction flagrante avec la réalité et aussi avec la doctrine socialiste qui incrimine la mauvaise répartition du travail et des produits. Du moment qu'on met en cause la surpopulation, c'est contre celle-ci que devrait porter toute la lutte et non pas contre la classe possédante. Ainsi, la théorie néo-malthusienne, fautive dans sa base même, rejette la lutte des classes à l'arrière-plan et je n'en veux pour preuve que la phrase suivante du journal *La Régénération*, n° 16 : « Les prolétaires (*ce mot signifie faiseurs d'enfants*) ne peuvent espérer l'amélioration des conditions économiques actuelles, et la transformation complète de la société sans la limitation raisonnée de leur progéniture ». Ainsi, on le voit, ce n'est pas le salariat qui divise la société en deux classes, mais la procréation ! Il y aurait deux classes, non d'exploiteurs et d'exploités, mais de faiseurs d'enfants et de faiseurs d'amour stérile ! La transformation complète de la société se ferait, non pas par une révolution sociale, déchaînée par les forces coalisées des prolétaires, mais par la limitation raisonnée de la progéniture. A la formule célèbre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » il faudrait substituer cette autre devise : « Prolétaires de tous les pays, achetez les cônes préservatifs de la grossesse du D^r Mascaux à 3 fr. 50 la boîte ». C'est avec une surprise particulièrement pénible que je vois des socialistes et non les moindres s'embarquer dans la galère néo-malthusienne ! Que reste-t-il donc de la propagande et de la tactique socialistes, si les uns s'en vont à droite, les autres à gauche, chacun de son côté, sans ensemble et sans discipline ! Il ne faut pas laisser s'éparpiller sans ordre et sans cohésion les efforts du prolétariat dans une activité puérole. C'est le point capital sur lequel on ne saurait suffisamment appeler l'attention.

Mais, à côté des théoriciens du néo-malthusianisme, il y a les

praticiens ; ceux-là réduisent le problème à sa plus simple expression : nous sommes malheureux, disent-ils, et quand nous aurons moins de charges, moins d'enfants, nous pourrions lutter avec plus de certitude et de fermeté pour hâter la révolution sociale qui est encore lointaine ; et, en l'attendant, nous souffrirons moins de la misère. Ainsi ce n'est plus une mesure générale, imposée par l'insuffisance de vivres, par le manque de subsistances, mais un moyen palliatif provisoire destiné à diminuer la misère, tant que la classe possédante dirigera les affaires à son profit exclusif et accaparera tout. M. Novicow, dans un article paru dans *l'Européen*, constate qu'un cinquième seulement de la population en France mange à sa faim. Il faut remédier immédiatement à cet état des choses, en attendant mieux. Mais, si cet état des choses se prolonge, n'est-ce pas en partie grâce à ceux dont les théories séduisantes jettent le désarroi dans les rangs des prolétaires, qui feront la révolution sociale quand ils voudront. Si elle tarde c'est que le prolétariat ne veut ou ne sait ni coordonner ses efforts, ni organiser ses forces. Les uns attendent tout de la République et vont, en répétant avec dépit qu'elle n'a rien fait pour la classe ouvrière ; mais celle-ci qu'a-t-elle fait pour elle-même depuis trente ans ? Que peut espérer le prolétariat d'une République ploutocratique ? N'a-t-on pas répété sur tous les tons que l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, qu'il ne faut compter sur la démocratie capitaliste ni pour transformer la société, ni pour améliorer réellement le sort des producteurs ! Les autres, voyant que les quelques législateurs socialistes n'ont pas réalisé une orientation plus rapide de l'évolution sociale, partent en croisade contre ceux qu'ils appellent « les politiciens corrompus » qui, somme toute, suivent, comme tous, les vicissitudes du milieu où ils s'agitent. On ne peut leur demander de faire davantage que ne permettent les circonstances, d'être des sur-hommes. Et d'ailleurs qui donc a jamais prétendu que la transformation sociale sera l'œuvre d'une législature ? Les derniers, enfin, confondant ceux qui apportent au prolétariat la contribution de leur expérience et de leur savoir avec les arrivistes qui pullulent partout, frappent de suspicion « les prolétaires instruits » et prétendent créer une nouvelle division. Et pendant ces querelles byzantines de syndicalistes contre politiciens, de manuels contre intellectuels, les inconscients s'embrigadent dans les syndicats jaunes, se font les gardiens des privilèges de la classe possédante, qu'ils servent dans l'espoir

de conquérir la bienveillance des autorités et de monter en grade, au détriment de leur intérêt de classe. Cependant la révolution sociale ne tombera pas du ciel, elle ne sortira ni comme la sage Minerve, toute armée de la tête de Jupiter, ni comme la blonde Vénus, toute nue de l'écume de l'onde marine. La révolution sociale se fera par la coalition disciplinée des forces prolétariennes qu'on cherche à détourner du but principal, en préconisant des palliatifs à bas prix, en faisant appel à la résignation. Il est intéressant de constater que les néo-malthusiens sont patronnés ouvertement par des gens considérables ; la brochure « Les moyens d'éviter les grandes familles », parue pour la première fois aux Pays-Bas en langue néerlandaise, est approuvée par des ministres. La classe capitaliste comprend bien l'utilité de la dérivation néo-malthusienne. Pendant que les ouvriers s'occuperont de cela, on pourra digérer en paix, sans même leur jeter un os à ronger. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, qu'on a recours à ces procédés, pour endiguer la poussée irrésistible du prolétariat.

Au siècle dernier des économistes et des administrateurs préconisaient le palliatif néo-malthusien. J. B. Say écrivait : « Il convient d'encourager les hommes à faire des épargnes, plutôt que des enfants » (Nitti, *La population, etc.*, p. 90). Giresse (1867, *Essai sur la population*) arrive aux mêmes conclusions. Léonce de Lavergne (*Economie rurale de la France*, Paris 1860, p. 100) croyait devoir féliciter la population de la Normandie de son lent accroissement. Garnier (*Du principe de la population*, Paris, 1885, p. 224) rapporte que la municipalité de Versailles avait fondé en 1852 un prix de tempérance de 1.000 francs ; un petit nombre d'enfants était une recommandation toute particulière pour l'obtenir. Un préfet de l'Allier en 1833 signale dans une circulaire la limitation du nombre des enfants, comme le meilleur moyen d'augmenter le bien-être (Arthur Chervin : *Hist. stat. de la pop. franç.*, 1889, p. 46). Ces économistes, tout comme Malthus et ses disciples, voulaient par leurs conseils détourner l'orage inévitable. Il s'agissait de faire une évolution sociale à rebours. Pendant que la petite bourgeoisie, frappée par la concurrence insurmontable des grands capitaux, allait en se résorbant dans les rangs du prolétariat, il s'agissait d'affermir la situation instable de la classe moyenne par la pénétration de quelques ouvriers, arrivés à l'aisance. Mais on ne remonte pas, pas plus qu'on n'arrête l'évolution sociale. Il n'y a que Josué qui ait immobilisé le soleil ou plutôt la terre

et ici, dirai-je comme Galilée : *e pur si muove*. Ces considérations sont déjà suffisantes pour inspirer une méfiance légitime à l'égard d'un palliatif de ce genre, d'autant plus que les moyens d'arrêter réellement la procréation sont loin de présenter une certitude complète.

D'abord et pour déblayer le terrain de ma discussion avec les praticiens du néo-malthusianisme, j'insiste sur ce fait que le moyen certain d'empêcher la procréation est encore à trouver ; il est absolument faux d'affirmer que les préservatifs quels qu'ils soient présentent des garanties suffisantes. Les moyens préconisés par les néo-malthusiens sont connus sans eux et étaient connus avant eux ; tous les pharmaciens et tous les herboristes font commerce de ces spécialités délicates ; mais ne se disent pas pour cela des régénérateurs de l'humanité ; ils placent modestement leurs produits et font le boniment de circonstance. J'ajoute que ces moyens, à efficacité douteuse, ne donnent pas invariablement les mêmes résultats entre toutes les mains, que pour réussir relativement faut-il encore y avoir recours dans certaines conditions de confort qui est loin d'être l'apanage de la classe ouvrière. — Bref, si la théorie scientifique des néo-malthusiens est entièrement controuvée, leurs moyens pratiques ne valent guère mieux, et employés n'ont pas donné jusqu'ici de résultat social. Sans doute, s'il y a une chose déplorable, entre toutes, c'est la mort précoce de ces pauvres petits qui s'en vont, en des souffrances atroces, sans savoir pourquoi ils sont venus, sans avoir même pu envoyer leur malédiction au régime capitaliste qui les frappe par-dessus leurs parents. Et les chétifs, et les infirmes, tous ces morts, tous ces mourants avant d'avoir vécu, ne serait-il pas humain de leur épargner une existence misérable et éphémère ? Certainement, mais comment affirmer que les préservatifs, à efficacité douteuse, préserveront réellement la société de la naissance de ces maux venus ? Qui donc peut se charger d'en assurer l'application justement aux cas pitoyables que je signale en passant ? La diminution des charges, voilà ce que promettent les néo-malthusiens théoriciens ; la diminution des charges, voilà ce que nous obtenons par la limitation raisonnée de la procréation, proclament avec eux les praticiens du néo-malthusianisme. L'enfant est une charge, sans doute, mais s'il est une charge, il est aussi un consommateur qui sollicite la production. Vous supprimez la charge et la consommation, et, comme résultat, vous n'obtenez aucune modification. Car le jour, où vous supprimez un certain nombre de consom-

mateurs, vous vous trouvez en présence d'une accumulation des produits, non écoulés, vous vous trouvez en présence d'une crise commerciale d'un genre nouveau ; crise toujours néfaste pour le producteur.

Mais objectera-t-on, à ce titre la suppression d'un capitaliste, est aussi une perte sociale ! Evidemment, dans une société basée sur le salariat, la suppression d'un parasite, l'invention d'une nouvelle machine, la suppression d'une industrie inutile entraînent des pertes pour le producteur. Les ouvriers, qui travaillent dans la fabrication des objets du culte, n'ont-ils pas protesté contre l'expulsion des congrégations, parce qu'ils sont restés sans travail ? Tout déplacement de la tension sociale produit par l'invention d'une nouvelle machine, par la suppression d'une industrie inutile, dans la société où règne l'anarchie de la production et de la consommation, entraîne des sacrifices qui sont imposés surtout à la classe ouvrière. D'ailleurs la femme avec un salaire de famine n'est-elle pas, elle aussi, une charge pour l'homme ? Pourquoi donc, dans le même ordre d'idées, ne pas conseiller aux prolétaires de se mettre à deux ou trois pour entretenir une seule femme ? La bourgeoisie applique ce système avec beaucoup d'élégance et de tact ! Le Play (*La Réf. soc. en France*, 1886), cite des familles de métayers qui marient leur fils aîné seulement. En certaines contrées, on accuse même les frères de pratiquer la polyandrie. Mais, ai-je entendu dire, l'enfant du prolétaire ne consomme pas et ne sollicite pas la production ; mais s'il ne consomme pas, il n'est pas une charge.

Vous avez beau raisonner, me dit-on, il est certain que l'individu qui a peu d'enfants est plus heureux que celui qui en a beaucoup. D'abord cette règle est loin d'être absolue, d'être la même pour tout le monde. Ensuite, on ne peut pas prendre l'individu, isolément du milieu social. Ceux qui ont peu d'enfants sont plus heureux, dans certains endroits que, ceux qui en ont beaucoup, justement parce qu'il y en a qui en ont peu et il y en a qui en ont beaucoup. Mais, quand tout le monde aurait le même nombre d'enfants, ou même quand personne n'en aurait, tous seraient-ils plus heureux ? Comment établir de pareilles proportions ? Que l'on achète, par exemple, un tonneau de vin de 225 litres pour 90 francs, tous frais compris ; on paiera 10 centimes le demi-setier ; qu'on aille en prendre un seul du même cru chez le marchand qui vous a fourni la pièce, on le payera 20 centimes. Ainsi le même verre de vin a une valeur différente suivant qu'il est consommé socialement dans le tonneau, ou isolément

chez le marchand. Il en est de même des raisonnements appliqués dans la vie. Ce qui, en apparence, augmente la jouissance d'un seul homme, peut, en réalité, donner des résultats tous différents pour la société dans son ensemble. Somme toute, la diminution générale de la natalité, si elle était réellement réalisable, donnerait de grandes déceptions aux fervents du paradoxe néo-malthusien, car il faut tenir compte du facteur économique essentiel : la concurrence des bras. — La classe ouvrière n'est pas une caste fermée qui s'accroît exclusivement par la natalité ; chaque jour l'évolution sociale jette dans les rangs du prolétariat une foule de petits industriels, de petits commerçants, ruinés par une concurrence meurtrière ; chaque jour l'émigration amène sur le marché où l'on loue les bras une quantité considérable de bétail humain. Vouloir diminuer le nombre de prolétaires par la limitation du nombre des naissances, c'est vouloir épuiser la mer, en tarissant une des rivières qui concourent à sa formation. De plus, si l'on arrivait à diminuer le nombre de tous les producteurs, il s'ensuivrait évidemment une hausse du prix de la main-d'œuvre qui entraînerait une hausse du prix des produits ; on gagnerait davantage et l'on dépenserait de même. L'individu qui fabrique la fausse monnaie s'enrichit au dépens de ses voisins, mais si tout le monde en faisait, il s'en suivrait une crise monétaire qui déprécierait l'or et ruinerait tous les détenteurs de ce métal.

Les néo-malthusiens, comme les alchimistes, cherchent un moyen d'enrichir l'espèce humaine en dehors de la socialisation des instruments de travail, et si leur moyen de limiter la procréation réellement existait, il ne changerait rien à la situation. Si l'on avait trouvé la formule de tout transformer en or, il aurait fallu après chercher un autre moyen d'échange ; si l'on possédait le talisman pour empêcher la procréation, on serait réduit à chercher le moyen de trouver des producteurs pour satisfaire à la production déjà existante et que l'humanité ne peut plus ralentir sensiblement, sans déchoir, sans revenir à l'âge préhistorique. Autrefois, les ouvriers remplacés par les machines et mis à la porte brisaient celles-ci, croyant que c'étaient elles qui étaient la cause du renvoi qui entraînait pour eux le chômage avec toutes ses souffrances ; maintenant il faudrait empêcher la procréation, car ce serait-elle qui engendrerait la misère ; entre ces deux erreurs, il y a une analogie évidente. Les ouvriers seraient-ils moins nombreux, qu'il leur serait encore difficile d'améliorer leur sort ; les patrons n'ont-ils pas à leur disposition le lock-

out ? Les nouvelles machines inventées chaque jour, ne viendraient-elles pas se substituer aux bras qui manquent ? Et ceux que la suppression de toute l'industrie infantile, par la disparition de l'enfance, laissera libres et inoccupés ne viendraient-ils pas grossir les rangs de sans-travail, qui avilissent le salaire. L'ours, l'âne, le bouc et le singe de la fable ne sauront jamais donner un concert, qu'ils se placent ou qu'ils se déplacent tant qu'ils voudront. Il en est de même ici : le prolétariat augmentera ou diminuera de nombre, il sera libertaire ou syndicaliste, jaune ou rouge, mais tant qu'il n'aura pas supprimé la forme capitaliste de la propriété, il ne sera pas plus avancé que maintenant. Dire qu'on serait heureux si l'on n'avait pas d'enfants, c'est dire qu'il n'y aurait pas de lumière, si la vue n'existait pas ; c'est imiter ce philosophe qui a passé son existence à se demander ce qu'il y aurait s'il n'y avait rien.

D'ailleurs, l'accroissement du prolétariat provient aussi de l'émigration. En France, le pays où la natalité est plus faible que partout ailleurs, l'immigration augmente sans cesse. Ainsi, d'après l'Office du travail, le nombre des étrangers en France était de 1,06 % en 1851, il s'est élevé progressivement à 3 % en 1891, fournissant 39 % de l'accroissement total de la population avec 1.131.211 individus. Ici, on pourrait m'objecter ce que j'ai dit plus haut : que la diminution de la natalité entraînerait une diminution de la production et un chômage fatal, et que cependant il n'en est rien, puisque la France avec sa faible natalité trouve encore du travail pour des étrangers. A cela je réponds que si la population française consommait tous ses produits sur place, les ouvriers étrangers n'y trouveraient pas de travail ; mais la France exporte à l'étranger où la natalité est plus grande, où la consommation, qu'il faut satisfaire, ne diminue pas ; si les industriels français ont recours à la main-d'œuvre étrangère, cela prouve justement que la limitation raisonnée de la procréation ne diminuerait en rien la concurrence des bras, n'enrayerait pas la misère. Pour empêcher l'immigration, il faudrait arriver à la diminution universelle de la procréation, il faudrait convertir au néo-malthusianisme les Esquimaux du Nord, les Zoulous du Sud, les Peaux-Jaunes de l'Orient, les Peaux-Rouges de l'Occident. Je craindrais que les néo-malthusiens qui se plaignent du défaut de subsistances ne manquassent de matières premières pour fournir leurs préservatifs au monde entier. Et qu'on ne l'oublie pas : s'il y a des catégories d'individus qui croient qu'il est réellement de leur intérêt de limiter leur procréation, il y en

a d'autres qui, au contraire, désirent, sans cesse, voir leur progéniture augmenter.

Nicolas II, empereur de toutes les Russies, pour des raisons dynastiques, voulait avoir un fils et il n'aurait pas hésité d'imposer à sa femme autant de grossesses qu'il aurait fallu pour arriver à un résultat. « Dans les branches de l'industrie agricole, (M. Molinari, *Not. Fond.*, p. 98) où les enfants peuvent être utilisés de bonne heure, et surtout dans les foyers de l'industrie manufacturière où ils remplacent économiquement les adultes dans un grand nombre d'emplois, on trouve profit à les multiplier. Il n'est pas rare de rencontrer des familles d'ouvriers où la femme et les enfants employés dans les manufactures, nourrissent le père de famille, adonné à l'oisiveté et à la débauche, qui les exploite, comme des esclaves ». Pour la plupart des jeunes époux, dit le D^r Monod, parlant de certaines provinces (*De l'industrie des nourrices*, Paris 1867, p. 61) le but du mariage n'est atteint que lorsqu'ils ont des enfants qui permettront à la femme d'aller se placer comme nourrice à Paris... Combien voyons-nous de jeunes filles qui se laissent monter la tête et désirent être mères pour jouir des avantages de la nourrice. Et il ajoute, que quelques familles parisiennes ont une prédilection toute particulière pour les filles-nourrices ! Les femmes mariées, devenues nourrices, reviennent enceintes dans leurs maisons, c'est autant de gagné sur l'intervalle qui sépare deux nourritures ! En Sicile (Colajanni. *In Sicilia*), existent des mines de soufre, dans les provinces de Girgenti et de Caltanissetta. Le minerai est transporté à la surface du sol par des enfants de huit à douze ans. Le père qui livre un de ses enfants pour ce travail reçoit de 50 à 150 fr. suivant l'âge. Quoique ces produits humains, mal soignés, insuffisamment nourris et écrasés sous le faix d'un labeur qui épuise leur force, subissent un déchet considérable, le profit que procure le travail des survivants compense et au delà les frais de reproduction des morts. Tous ces malheureux se rueraient vers les centres dépeuplés pour remplacer les générations disparues.

Qu'importe, me répondra-t-on, ce ne seraient pas nous, ce seraient d'autres qui seraient alors obligés de se débattre au milieu de leur misère ! Soit ! Mais la disparition de quelques prolétaires ne changera pas le problème social ; car tant qu'il y aura un prolétariat, il faudra qu'il lutte pour son affranchissement. Personne ne conteste naturellement à l'ouvrier le droit d'avoir autant d'enfants qu'il voudra, et même de ne point en avoir, mais

la limitation raisonnée de la procréation n'est même pas un palliatif, ne diminue pas la misère des exploités. L'immigration dont j'ai parlé tout à l'heure et qui est toute prête à combler les vides atteints dans quelques centres des proportions tellement considérables qu'on est obligé de prendre des mesures pour empêcher cette affluence débordante. Les choses se passent ainsi en Amérique, et pourtant ce pays qui se surpeuple sans cesse n'est pas celui où l'ouvrier est le plus malheureux. Voici un tableau comparatif des salaires en francs par semaine dressé par Jeans pour 1880, *Journal of the statistical society*, décembre 1884), suivi d'un deuxième tableau indiquant le prélèvement de la nourriture sur le salaire, d'après Mulhal (*Progress of the World*, 1880, p. 65) et d'un troisième d'après Bodio indiquant la natalité par 100 habitants et donnant le taux de l'émigration en 1891 (*Appunti di statistica comparata dell'emigrazione d'all Europa*, 1892).

	Angleterre	Etats-Unis	Allemagne	France
Menuisiers	45,40	65,80	26,85	24,35
Maçons (briques).....	28,35	68,75	25,60	21,35
Maçons	40,80	73,10	26,25	22,50
Plâtriers	45,40	68,95	25	22,15
Manceuvres	28,40	44,75	20	17,50
Forgerons	41,25	84,05	35	24,35
Ajusteurs	40	66,65	33,75	28,10
Tourneurs	40	62,50	31,85	27,50
Mineurs	32,80	64,05	25,60	23,75
Peintres	39,35	76,35	26,85	22,80
Plombiers	46,65	93,75	28,30	21,85
Cordonniers	34,05	62,50	23,75	20,40
Tailleurs	31,85	71,25	23,10	20
Puddeurs	53,75	108,85	36,25	39,35
Agricoles	21,85	42,40	27,50	25,30
Nourriture en % des salaires	33	21	50	40
Accroissem ^t de la popul. %.....	9,33		8,42	2,52
Emigration en 1891 %	5,77		0,16	2,33

J'ai pris l'année 1880, comme une année moyenne et l'on remarque que la France avec une basse natalité, présente la plus faible émigration, qu'elle paye un salaire inférieur et les vivres y sont deux fois plus chers qu'aux Etats-Unis. La limitation de la procréation ne paraît donc pas donner même des résultats relatifs. Dans l'antiquité, d'après le témoignage des anciens auteurs, l'avortement et l'abandon d'enfants n'étaient même pas blâmés

en Grèce et à Rome ; les législateurs grecs et romains (Momm- sen, *Hist. Rom.* t. IV, p. 175, et *Athénée*, t. XIII, p. 155), prenaient des mesures pour protéger l'accroissement normal de la population, en frappant d'une taxe spéciale les célibataires, en accordant des primes aux familles nécessiteuses, en libérant les esclaves ayant trois enfants. Cette législation, dit Tacite (*Ann.*, ch. III, § 25) ne servit qu'à grossir le nombre des victimes, dans un temps où les délateurs, par leurs interprétations arbitraires, bouleversaient toutes les fortunes et où l'on souffrait autant de la loi qu'autrefois du crime. De telles mesures, dit Levasseur (*La popul. franç.*) sont impuissantes, la croissance des nations tient à des causes plus intimes ; des surexcitations factices peuvent faire du mal, mais ne peuvent atteindre le but visé. M. Martello (*L'ec. pol. neo-malthusiana*, p. 50) soutient que l'excès de la population n'est pas la cause, mais l'effet des tristes conditions que l'humanité se prépare à elle-même. S'il est vrai qu'il est impossible de faire jaillir la semence humaine, comme Moïse l'eau du rocher, par un coup de baguette, il est tout aussi difficile de faire tarir la source de l'accroissement des populations. Si un jour vient où il faudra régler la procréation, la société collectiviste prendra les mesures nécessaires, mais s'en inquiéter maintenant est vraiment prématuré. Le soleil s'éteindra un jour, mais il n'y a pas, que je sache, de ligue pour empêcher ce phénomène désastreux.

Que reste-t-il du néo-malthusianisme ? Il y a encore à envisager les souffrances de la maternité pour la femme, mais la constipation aussi est une grande souffrance et empêche certaines gens d'entendre raison, pourquoi ne pas créer une ligue de la régénération humaine par les laxatifs ! Et puis, il faudrait encore prouver que la stérilité n'est pas aussi nuisible pour la femme que la procréation, contre laquelle, je le répète, il n'existe aucun moyen certain. Il reste encore l'affirmation ridicule que l'enfant voulu est mieux doué qu'un autre, et l'on cite l'exemple de M. Robin, fondateur de la ligue néo-malthusienne en France, qui se vante d'être un enfant voulu. Je laisse cet exemple aux néo-malthusiens, sans même demander la preuve du fait. Il n'est point vrai d'affirmer que l'ouvrière, la prolétaire est libre de procréer ou non, dans une société où aucune liberté n'existe pour ceux qui n'ont que leurs bras à offrir. La question économique de la demande des bras imposerait à la classe ouvrière d'ici ou d'ailleurs, peu importe, la nécessité fatale de fournir les bras, si l'on venait à en manquer. Poursuivre la disparition d'une por-

tion quelconque du prolétariat est une chimère, incapable de réaliser le bien-être de tous et d'améliorer le sort de quelques-uns. La doctrine socialiste, basée non pas sur des paradoxes et sur une erreur, mais sur l'observation attentive de l'évolution sociale, prévoit l'affranchissement du prolétariat de tous les pays; et la tactique socialiste, seule, conduit les prolétaires vers la conquête certaine du bien-être.

D^r OGUSE.